

Injection de 13 milliards FCFA pour redresser les fonds propres de l'UTB en 2024

Joyau du secteur bancaire togolais dans les années post-indépendances, l'Union togolaise de banque (UTB) détenue ...



La phase 2 de développement de la PIA présentée aux opérateurs économiques

En vue de soutenir la croissance économique du Togo, la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) va entrer dans la phase 2 de son développement. Pour permettre aux opérateurs économiques locaux et étrangers ...

PAGE 5

Loukoum N'nawè: Un parcours inspirant de Niamtougou à Namon

Originaire de Niamtougou, Loukoum N'lawè a grandi dans cette localité de la préfecture de Doufelgou où elle a également trouvé l'amour et s'est mariée ...

PAGE 2



19 ans après Gnassingbé Eyadema

L'implication du Togo dans la recherche de la paix reste notable

Les cérémonies marquant la commémoration du dix-neuvième anniversaire du décès du président Gnassingbé Eyadéma se sont déroulées à Pya à son domicile, et au Palais des congrès de Kara les 4 et 5 février 2024, en présence du chef de l'État actuel, Faure Essozimna Gnassingbé.

PAGE 3

Maladies tropicales négligées : les progrès accomplis par le Togo salués

Le directeur adjoint du CDC (Centers for disease control and prevention), Dr Nirav Shah, s'est rendu au Togo il y a quelques jours afin d'y rencontrer le ministre de la Santé, Moustafa Mijiyawa.

Un partenariat étroit existe déjà dans différents programmes de santé.

Les Etats-Unis ont fourni une aide de 49,7 millions de dollars pour lutter contre le sida. 35.000 personnes ont ainsi pu recevoir des traitements antirétroviraux.

Nirav Shah a salué les progrès accomplis par le Togo dans la lutte contre les Maladies tropicales négligées (MTN). Lomé, là aussi, a reçu une aide américaine directe de 22 millions de dollars.

Enfin les Etats-Unis sont très actifs sur le front du paludisme avec un investissement annuel de 12 millions de dollars.

Le CDC, que l'on peut traduire en français par les « Centres de contrôle et de prévention des maladies », est une agence fédérale des États-Unis. Cette agence opère sous l'égide du Département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis ...

Suite à la page 3

Plus de 4 Millions d'abonnés !

logocom.jg

Avancer. Pour vous. Pour tous.



 SOMMAIRE	Sénégal/Présidentielle Report de la présidentielle : la Cedeao mise à rude épreuve  P 4	Banque Injection de 13 milliards FCFA pour redresser les fonds propres de l'UTB en 2024  P 5	Zones humides Agir pour préserver et restaurer ces écosystèmes riches  P 11
--	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Loukoum N'nawè : Un parcours inspirant de Niamtougou à Namon

Originnaire de Niamtougou, Loukoum N'nawè a grandi dans cette localité de la préfecture de Doufelgou où elle a également trouvé l'amour et s'est mariée. C'est la profession de son mari qui les a amenés à s'installer dans le canton de Namon il y a de cela 20 ans. Son parcours est marqué par des défis et des rêves avortés, mais aussi par une détermination digne d'une femme Togolaise à réussir malgré les obstacles. Découvrez dans ce nouveau numéro de la rubrique Échos des bénéficiaires son histoire.



Loukoum N'nawè

Des débuts délicats, mais des horizons prometteurs
Loukoum a fréquenté l'école jusqu'en classe de 5ème, mais ce fut une période difficile pour elle. Orpheline de mère et négligée par ses marâtres, elle a dû abandonner ses études. "Ça a été un choix difficile. Mais je n'avais aucune possibilité de

continuer", confie-t-elle. Face à cette réalité, Loukoum a rapidement pris en main sa destinée. Elle a débuté avec peu de moyens, investissant dans la vente de riz et de Tchoukoutou pour subvenir à ses besoins. "Le riz je préparais et je faisais le tour des écoles pour vendre. Tchoukoutou

c'était surtout les dimanches", précise-t-elle. Lorsqu'elle a rejoint son mari, le couple a dû quitter Niamtougou pour le Canton de Namon. Elle a dû mettre en suspend ses propres activités mais s'est rapidement efforcée de reprendre avec une somme de 2000 FCFA en achetant 4 bols d'arachides

pour fabriquer et vendre des galettes d'arachide.

"J'ai été étonnée de l'évolution. Moi qui ai commencé avec 4 bols d'arachides, après deux mois j'étais capable d'en avoir une vingtaine", raconte-t-elle avec fierté. Elle a repris avec la vente de Tchoukoutou.

Sa boutique, non loin du marché de Namon, a continué de croître. Même le décès de son feu mari n'a pas ralenti son ardeur. Elle a d'ailleurs diversifié ses activités en ajoutant du sorgho et d'autres produits. Mais Loukoum ne s'est pas arrêtée là. Lors d'un voyage à Niamtougou, elle a découvert les machines pour écraser les épices. Avec détermination, elle a économisé pour en acheter et est devenue la première femme de Namon à en posséder. "Fallait venir voir à cette époque. J'étais débordée avec ma machine. Plusieurs femmes venaient", raconte-t-elle.

L'Impact du FNFI dans son chemin vers l'autonomie
L'année 2015 marque un tournant dans la vie de Loukoum lorsqu'elle est

devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Elle a d'abord bénéficié du produit APSEF, puis du produit AGRISEF, étant également propriétaire d'un champ. Motivée par les taux d'intérêt avantageux et sa réputation de bonne rembourseuse, elle a également obtenu le produit AJSEF, avec un montant de 300 000 FCFA. Cela lui a permis de renforcer sa boutique, de diversifier ses produits et de se lancer dans le stockage de céréales.

"J'ai commencé sur fonds propres, mais le FNFI m'a permis d'aller plus loin", témoigne-t-elle.
Aujourd'hui, Loukoum N'nawè est une source d'inspiration pour de nombreuses femmes de Namon. Fière de son parcours, elle a pu construire une petite maison et est en train d'achever une auberge dans cette modeste localité. Elle espère continuer à bénéficier de l'accompagnement du FNFI pour aller encore plus loin dans son entreprise et inspirer d'autres femmes à réaliser leurs rêves.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Attipoe Edem Kodjo Edy Alley Responsable administrative, financière et commerciale: AMAH Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	---	--

DERNIERES HEURES

... et a pour mission principale de protéger la santé publique et de prévenir la propagation des maladies. Les CDC sont chargés de surveiller, d'étudier et de lutter contre un large éventail de problèmes de santé publique, notamment les épidémies de maladies infectieuses, les maladies chroniques, les blessures, la sécurité alimentaire, et bien d'autres. Ils fournissent des recommandations et des directives pour la prévention, le traitement et la gestion des maladies, en s'appuyant sur des données scientifiques et des recherches. Les CDC ont été créés en 1946 et sont basés à Atlanta, en Géorgie. Ils jouent un rôle essentiel dans la réponse aux crises sanitaires nationales et internationales, ainsi que dans l'éducation du public sur la santé et la sécurité. Les activités des CDC s'étendent au-delà des frontières américaines, car ils collaborent avec des partenaires internationaux pour lutter contre les menaces mondiales pour la santé publique.

19 ans après Gnassingbé Eyadema
L'implication du Togo dans la recherche de la paix reste notable

Les cérémonies marquant la commémoration du dix-neuvième anniversaire du décès du président Gnassingbé Eyadéma se sont déroulées à Pya à son domicile, et au Palais des congrès de Kara les 4 et 5 février 2024, en présence du chef de l'État actuel, Faure Essozimna Gnassingbé.

Les offices religieux ont été ponctués de rappels sur la vie de l'illustre disparu et de l'évocation des valeurs qu'il a portées dans la vie nationale et sur le plan international. Parmi elles, la culture de la paix et de la fraternité entre les nations a valu au général Gnassingbé Eyadéma une aura et un charisme qui traversent le temps. Plusieurs dirigeants d'Afrique de l'ouest ont fait le déplacement de Kara pour s'associer à l'hommage rendu au père de la nation togolaise. Il s'agit du général Olusegun Obasanjo du Nigeria ancien président de la République fédérale du Nigeria, de Nicéphore Soglo, ancien président de la République du Bénin, et des anciens Premiers ministres Lansana Kouyaté de la Guinée et Lassina Zerbo du Burkina Faso. Outre les souvenirs et les prières pour le repos de l'âme du président Eyadéma, les officiants des différentes confessions religieuses ont imploré la bénédiction et la protection de Dieu sur le Togo, sur le chef de l'État Faure Essozimna Gnassingbé et sur l'ensemble de ses collaborateurs. Dix-neuf ans après le décès du président Eyadéma, l'implication du Togo dans la recherche de la paix reste notable. Lomé a été consacrée capitale de la paix, du dialogue de la médiation et de la tolérance en octobre 2022. Cet héritage impérissable œuvre par le président de la République, notamment à travers la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 qui vise à construire un pays en paix, une nation Pour rappel, le général Gnassingbé Eyadéma est décédé le 5 février 2005. Outre les activités commémoratives à Kara, des prières ont été dites dans plusieurs localités du pays.



Le président Faure Gnassingbé (au milieu) durant la cérémonie

Législatives et locales
Impossible de tenir les délais selon maître Paul Dodzi Apévon

Le président de la République Faure Gnassingbé et son gouvernement ont pris la décision d'organiser les élections législatives et régionales à la fin du premier trimestre de l'année 2024. Mais, comme le relève le président des Forces démocratiques pour la République (FDR), maître Paul Dodzi Apévon, il sera difficile de respecter ce calendrier.

Il est vrai qu'à ce jour, en dehors du recensement électoral qui a eu lieu il y a quelques mois, aucune autre tâche n'a été accomplie pour l'organisation des élections d'ici la fin du mois de mars ou en avril 2024. « Tout le monde sait qu'on ne peut pas aller aux élections en mars. Le chef de l'Etat s'est précipité pour annoncer des choses et aujourd'hui il a le dos au mur », a déclaré maître Paul Dodzi Apévon. « Dans un pays normal, c'est la Ceni qui fait un chronogramme en tenant compte des tâches qui sont déjà exécutées. Le chef de l'Etat ne sait même pas là où en est la Ceni, il se lève un petit matin et annonce les élections sur le premier trimestre de cette année. Ce qui est situer l'opinion nationale et internationale, y compris les acteurs politiques sur la suite à donner aux événements. D'ailleurs, il y a le Cadre permanent de faire ses preuves, et de mieux se positionner dans le débat national. Toutefois, maître Apévon exagère en affirmant que le chef de l'Etat a pris une décision Le président de la République est le garant du bon fonctionnement de toutes les institutions de la République. L'on n'a pas besoin d'être à la présidence de la République pour savoir que l'on lui rend régulièrement compte de leur fonctionnement. Cela est incontournable, sinon comment va-t-il diriger le pays ? Va-t-il faire le tour de ces institutions chaque mois ? Non ! Maitre Apévon sait plus que toute autre personne que le chef de l'Etat connaît très bien le niveau d'évolution du processus électoral. Ses déclarations qui émanent du domaine politique, n'ont pour but que de titiller l'adversaire politique. Quoi qu'il en soit, ces élections auront lieu. Mais sous quelle forme et quand ? Les Togolais attendent impatiemment de voir le choix qui sera fait par leurs gouvernants.



Maître Paul Dodzi Apévon (devant), saluant ses militants lors d'un meeting

impossible à l'heure où nous sommes », affirme-t-il certainement avec beaucoup d'amertume. Le président des FDR a sans doute raison de se plaindre. Et il est évident que le gouvernement ou la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ne tarderont pas à de concertation (CPC) où les acteurs échangent régulièrement. Les FDR n'y sont pas, et cela est normal. Pour le moment, ce parti n'a pas encore d'éléments de représentativité clairs. S'il continue à travailler sur le terrain, les futures élections lui permettront sans chercher à savoir où en est exactement la Ceni. Premièrement, il faut rappeler que la Ceni est une institution de la République. Elle travaille donc de concert avec les autres institutions de la République dont la présidence de la République.

La rédaction

Sénégal/Présidentielle

Report de la présidentielle : la Cedeao mise à rude épreuve

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) se trouve actuellement à un tournant décisif avec le report de l'élection présidentielle au Sénégal, une situation qui met l'organisation à rude épreuve.



Dans un communiqué diffusé le 6 février, la Cedeao a exprimé sa préoccupation face à l'évolution de la situation au Sénégal. Elle a déconseillé toute action ou déclaration allant à l'encontre de la Constitution et a encouragé la classe politique à rétablir le calendrier électoral. La Cedeao a également affirmé qu'elle prendrait toutes les mesures nécessaires pour accompagner le Sénégal et maintenir sa tradition démocratique. Cependant, ce report de l'élection présidentielle a suscité des critiques, certains dénonçant la prétendue dérive autoritaire du président sénégalais, Macky Sall. La décision de reporter l'élection survient dans un

contexte où d'autres pays de la région, tels que le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ont annoncé leur retrait de la Cedeao après avoir été pressés par cette dernière d'organiser des élections. La question centrale se pose : la Cedeao cherche-t-elle à sauver la crédibilité d'un processus électoral fragilisé, ou est-ce un stratagème pour maintenir les dirigeants au pouvoir ? Macky Sall, arrivé au pouvoir par des élections démocratiques, a repoussé l'élection présidentielle et prolongé son propre mandat, soulevant des interrogations sur ses motivations. Les critiques fusent également sur les réseaux sociaux, où certains qualifient désormais Macky

Sall de "putschiste" et le comparent aux régimes militaires récemment évincés de la Cedeao. L'opposition sénégalaise dénonce la dérive autoritaire du président au moment même où les régimes militaires des pays de l'Alliance des États du Sahel quittent la Cedeao, mettant en lumière un défi majeur pour toute la sous-région. La Cedeao, souvent critiquée pour des décisions perçues comme partiales, se trouve ainsi à un moment crucial de son existence. La Commission de la Cedeao avait déjà exprimé sa préoccupation quant aux circonstances du report dès le lundi précédant le communiqué. Elle appelait à l'organisation d'une élection transparente, inclusive et crédible. Cependant, la réaction du président bissau-guinéen, ancien président de la Cedeao, qui a félicité Macky Sall pour sa "sage décision" en vue de futures élections plus inclusives, souligne les divisions au sein de l'organisation. Face à ces enjeux, la Cedeao doit naviguer avec précaution pour préserver sa crédibilité et assurer le respect des principes démocratiques dans la région ouest-africaine.

T.M.

Afrique/Diplomatie

Jean-Marie Bockel, le nouveau monsieur « Afrique » de Macron

Le président français a confié à l'ancien secrétaire d'État à la Coopération de Nicolas Sarkozy le soin d'« expliquer » aux pays partenaires accueillant des bases françaises – Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon et Tchad – « les raisons et les modalités de ces adaptations » prochaines du dispositif diplomatico-militaire français, « tout en étant à l'écoute de leurs besoins » en matière de formation, de coopération et d'équipement, écrit-il dans une lettre que RFI et l'AFP ont pu consulter.

Après une série de coups d'État au Mali (2020, 2021), au Burkina Faso (2022), puis au Niger (2023), les juntas militaires parvenues au pouvoir dans ces pays ont poussé dehors l'armée française, marquant la fin d'une ère, après une décennie d'intervention antijihadiste dans une région où la situation sécuritaire ne cesse de se dégrader. À la suite de ces déconvenues au Sahel, la France a entrepris de réorganiser sa présence en Afrique et



Emmanuel Macron

compte réduire nettement ses effectifs militaires dans tous les pays où elle opère encore – sauf à Djibouti – au profit d'une présence plus discrète. Les contours de cette réorganisation ont été définis lors d'un conseil de défense, en décembre 2023, selon des sources concordantes. Jean-Marie Bockel devra rendre à l'Élysée ses recommandations en juillet. L'ex-ministre avait dû abandonner la Coopération en mars 2008 pour avoir critiqué la « Françafrique », ce système de corruption, de cooptation politique et de chasses gardées commerciales entre Paris et ses anciennes colonies. Ancien sénateur, Jean-Marie Bockel a perdu son fils Pierre, officier dans l'armée française, dans la collision de deux hélicoptères au Mali, en décembre 2019.

T.M. et Jeune Afrique

Afrique/Alliance des Etats du Sahel

Le retrait du Mali, du Niger et du Burkina de la Cédéao devrait profiter à l'Alliance des États du Sahel

Après l'annonce, dimanche 28 janvier, de leur départ de la Cédéao, le Mali, le Niger et le Burkina Faso devraient renforcer leur coopération au sein de l'AES, l'Alliance des États du Sahel. Cette structure avait d'abord été créée en septembre dernier pour lutter contre les groupes jihadistes. Mais cette alliance se veut aussi économique et politique.

L'AES a été créée à l'origine comme un pacte de défense : le Mali, le Niger et le Burkina Faso avaient décidé de mutualiser leurs moyens militaires pour combattre les groupes rebelles ou jihadistes. Puis les trois pays ont souhaité aller plus loin et fonder une véritable union économique et politique. C'était l'objet d'une réunion à Bamako, fin novembre 2023.

La réunion s'est conclue alors sur la volonté affichée

de progresser vers la mise en place d'une fédération réunissant le Mali, le Niger et Burkina Faso. Après l'annonce dimanche de leur départ de la Cédéao, le Mali, le Niger et le Burkina Faso devraient renforcer leur coopération au sein de l'AES, l'Alliance des États du Sahel. « L'AES repose sur un traité qui forme une alliance de sécurité collective, c'est-à-dire que ses différents membres s'engagent à réagir en cas d'agression,



ou en cas d'attaque, contre l'un des membres. Et aujourd'hui, on peut imaginer un renforcement de la coopération

économique, surtout une alliance diplomatique pour former un réel bloc et faire contrepoids face aux autres États de la

Cédéao, estime Julien Antouly, chercheur en droit international, joint au téléphone par Pierre Firtion de la rédaction Afrique. On sait que la signature de la charte créant l'AES a donné lieu à plusieurs réunions diplomatiques de haut niveau. En revanche, aucune information n'a été, à ce jour, donnée sur les institutions qui seront mises en œuvre. On peut également imaginer que la coopération militaire, d'une part, prend du temps à être mise en œuvre et, d'autre part, que certaines dimensions de la coopération ne seront pas forcément annoncées au grand jour. »

Investissement

La phase 2 de développement de la PIA présentée aux opérateurs économiques

En vue de soutenir la croissance économique du Togo, la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) va entrer dans la phase 2 de son développement. Pour permettre aux opérateurs économiques locaux et étrangers de saisir de nouvelles opportunités, la PIA leur a présenté cette nouvelle phase. Cette présentation a été faite sous le regard complice de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), lors d'un afterwork, ce jeudi 04 février 2024 sur le site de la PIA.

Dans le cadre de la présentation de cette nouvelle phase, la PIA par le biais de son directeur général Tushar Khairnar et son équipe managériale, ont mis tout en œuvre pour faire de cette séance de travail, une rencontre de découverte et d'opportunités diverses. Un exposé a été fait sur les avantages à investir au Togo et les progrès réalisés par la PIA, ainsi que les clients déjà installés. Cette rencontre a également consisté à visiter les 455 hectares de superficie de la PIA par bus. Pour cette phase, l'objectif de la PIA est de soutenir les industries de maïserie pour la transformation du maïs au Togo, la fabrication de céréales, notamment les

semoules, flocons, pâtes à partir de sorgho et aussi la transformation de la noix de cajou. Au cours de cette même phase, il est prévu la fabrication d'huile, de beurre de cacahuète, de farine, de flocons d'arachide, de l'huile pour le traitement du sésame et la transformation d'ananas et de mangues en jus, pulpe et saumure. Tout en réaffirmant leur engagement pour le développement industriel du Togo, la PIA grâce à l'appui de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), a contribué à enrichir les échanges. Etaient présents à cette rencontre, le représentant du ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, le

représentant de la ministre des Investissements, Sikpa Yawo Atsuvi, le président de l'AGET Jonas Daou,

transformation du soja en huile de soja, farine de soja, lait de soja et des produits en bois avec 100%

positionnant sur la route nationale n°1, rejoignant Lomé au Burkina Faso, la PIA vise à faciliter



Présentation de la phase 2 de la PIA par Tushar Khairnar, directeur général de PIA au Togo

le président du Conseil national pour le patronat, l'Ambassadeur de l'Inde, de l'Egypte, le représentant de l'Union européenne, et d'autres acteurs de l'économie togolaise. La phase 1 de la PIA a permis d'obtenir des investissements qui ont conduit à amorcer la

de transformation de teck au Togo. Zone économique spéciale conceptualisée par Arise IIP, pour servir de catalyseur au développement économique du Togo, la PIA a été aménagée pour se concentrer sur la transformation des produits agricoles. En se

l'établissement au Togo d'un véritable centre industriel et commercial de classe mondiale. La PIA reste à cheval sur les principes liés au commerce équitable, à la traçabilité, au sourcing bio et fiable, mais aussi au calcul de l'empreinte carbone.

Edy Alley

Banque

Injection de 13 milliards FCFA pour redresser les fonds propres de l'UTB en 2024

Joyau du secteur bancaire togolais dans les années post-indépendances, l'Union togolaise de banque (UTB) détenue par l'Etat se trouve en souffrance depuis plusieurs années. En vue de renforcer les fonds propres de cette banque, le gouvernement togolais prévoit d'y injecter 13 milliards FCFA en 2024.



Siège de l'UTB à Lomé

Avec un capital social totalement détenu par l'Etat togolais, l'UTB en cours de privatisation, va bénéficier d'une perfusion économique selon la loi de finances, exercice 2024. Les 13 milliards prévus vont venir s'ajouter à une autre allocation de 66,9 milliards

de Francs CFA prévue également au titre de cette année. Ces fonds vont servir à l'acquisition des sièges et autres infrastructures liés à l'UTB et à la BTCL, devenue IB Bank suite à sa privatisation. Unique actionnaire après

le départ, en juin 1994, du Crédit lyonnais, de la Deutsche bank et de la Banca commerciale italiana, qui détenaient respectivement 35 %, 18 % et 12 % des actions, l'Etat veut renforcer cette institution bancaire confrontée à plusieurs

difficultés. Avec un portefeuille de crédit, caractérisé par une forte exposition des crédits au gouvernement, ainsi qu'aux industries du coton et du phosphate, ces éléments justifient la situation financière morose de l'UTB. On dénote aussi des taux élevés de prêts non performants (PNP), qui mettent en mal la viabilité de ses activités de crédit.

En lutte contre une insuffisance de ses fonds propres depuis des décennies, l'UTB a un peu du mal à attirer les investisseurs. Dans cette situation, elle subit les pressions du Fonds monétaire international (FMI), ainsi que d'autres bailleurs de fonds internationaux. Entre renflouement de la Banque et privatisation, le FMI privilégiait, un acteur externe de "référence", pour prendre les rênes de la Banque. Cette posture de l'institution de Bretton woods trouve sa

justification dans le coût budgétaire que pourrait engendrer un concours étatique. Deux banques s'étaient positionnées pour reprendre l'UTB. Il s'agit de Sunu Bank et Coris Bank, avant que la première ne finisse par se rétracter.

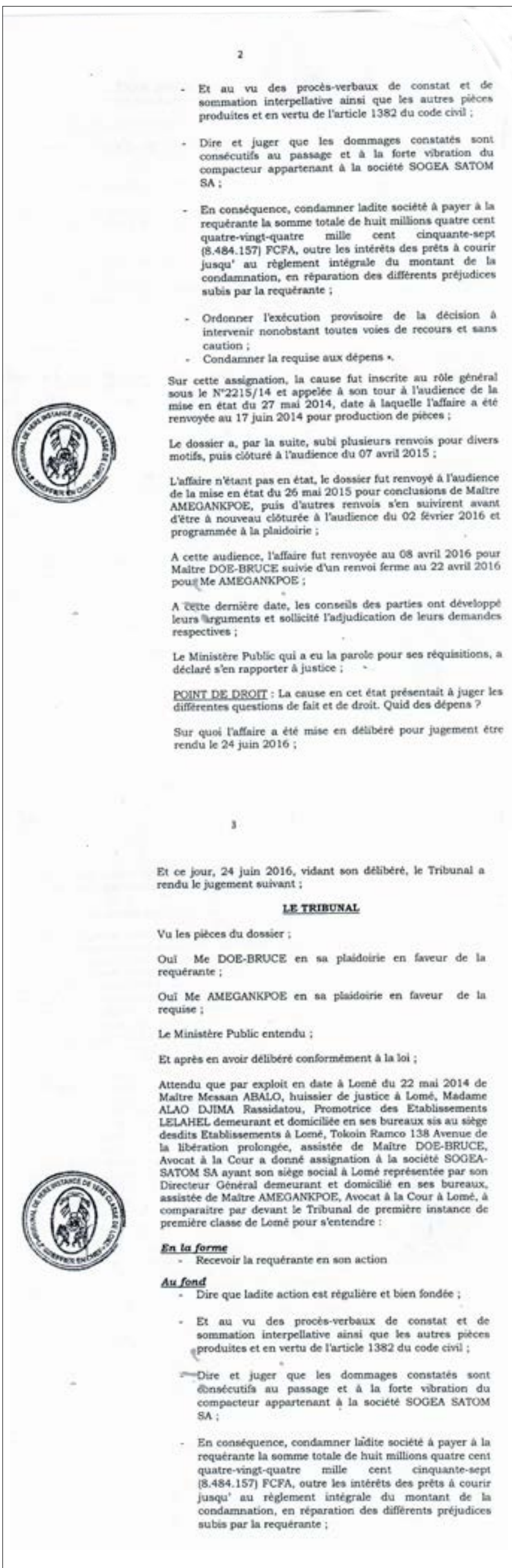
Une éventuelle opération de titrisation pourrait créer une nouvelle source de revenu pour l'Etat sous forme de loyers, puisque les banques continueront d'occuper ces bâtiments, avaient précédemment évoqué les autorités togolaises. Le sort de cette banque fera certainement objet de précision durant les mois à venir.

Créée en juin 1964 sous forme de société d'économie mixte, l'UTB continue de jouer un rôle important dans l'économie nationale. Elle dispose d'une quarantaine de points de vente répartis dans les 5 régions économiques du pays.

Edy Alley



ALBUM PHOTOS





Avec les cartes WADIA, vos transactions sont sécurisées, fiables et rapides



- Mobilité régionale et inter filiale CBI
- Economies des coûts
- Accès à un réseau régional comme si l'on était dans le pays d'origine
 - Consultation de solde
 - Edition de mini relevé
 - Retrait sur GAB régional GIM-UEMOA et inter filiale
- Achat/Paiement des biens et services sur TPE dans l'espace UEMOA

La Solution de Financement Islamique
<https://togo.corisbankbaraka.com>



Zones humides

Agir pour préserver et restaurer ces écosystèmes riches

Le 2 février 2024, a été célébrée pour la énième fois, la signature de la Convention de Ramsar (Iran) de 1971 sur les zones humides. Au-delà des textes, il convient de signaler le rôle irremplaçable des zones humides pour les humains et la nature. L'on doit agir urgemment.



Une zone humide

Les zones humides sont des écosystèmes où l'eau est le principal facteur contrôlant l'environnement et la vie végétale et animale qui y est associée. La définition au sens large des zones humides comprend aussi bien les écosystèmes d'eau douce que les écosystèmes marins et côtiers, notamment les lacs et les cours d'eau, les aquifères souterrains, les marais et marécages, les prairies humides, les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et les estrans, les mangroves et autres zones côtières, les récifs coralliens et tous les sites artificiels tels que les étangs d'aquaculture, les rizières, les réservoirs et les marais salants.

Ces zones sont indispensables aux êtres humains et à la nature, compte tenu de la valeur intrinsèque de ces écosystèmes et des avantages et services qu'ils apportent, notamment de leurs contributions au développement durable et au bien-être des populations sur les plans environnemental, climatique, écologique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique.

Bien qu'elles ne couvrent qu'environ 6% de la surface terrestre, 40% de toutes les espèces végétales

et animales vivent ou se reproduisent dans les zones humides. La biodiversité des zones humides est importante pour la santé, l'alimentation des humains, le tourisme et l'emploi.

fournissent des services écosystémiques essentiels tels que la régulation de l'eau, notamment la lutte contre les inondations et la purification de l'eau. Plus d'un milliard de personnes

Cette année 2024, la Journée mondiale des zones humides célèbre la relation que les humains ont entretenue avec les zones humides à travers le temps. Notre interdépendance est à la fois belle et fragile. La campagne 2024 met en lumière l'urgence avec laquelle nous devons agir pour préserver et restaurer ces écosystèmes riches en biodiversité qui sous-tendent le bien-être humain.

Pourquoi peut-on dire que les zones humides sont en danger ?

Les zones humides font partie des écosystèmes dont le déclin, la perte et la dégradation sont les plus rapides. Les indicateurs des tendances négatives actuelles concernant la biodiversité mondiale et les fonctions des écosystèmes devraient se confirmer sous l'effet de facteurs directs et indirects tels que la croissance démographique rapide, une production et une consommation

disparaissent trois fois plus vite que les forêts et constituent l'écosystème le plus menacé de la planète. En 50 ans seulement, soit depuis 1970, 35% des zones humides de la planète ont disparu. Les activités humaines qui entraînent la disparition des zones humides comprennent le drainage et le remblaiement pour l'agriculture et la construction, la pollution, la surpêche et la surexploitation des ressources, les espèces envahissantes et les changements climatiques.

Le cercle vicieux de perte des zones humides, de menaces sur les revenus et de creusement de la pauvreté est la conséquence d'une perception erronée des zones humides comme friches, plutôt que comme sources fertiles d'emplois, de revenus et de services écosystémiques essentiels. Un défi majeur consiste à changer les mentalités afin d'encourager les États

Journée mondiale
des zones humides
2 février 2024

Les zones humides,
sources de bien-être humain

Zones humides et humains,
des vies entrelacées

BIEN-ÊTRE - PROTECTION - RESSOURCES

Les zones humides sont vitales pour l'Homme, pour les autres écosystèmes et pour le climat de la planète, car elles

dans le monde dépendent des zones humides pour leur subsistance, soit environ une personne sur huit sur terre.

non viables et le progrès technique connexe, ainsi que les effets néfastes des changements climatiques. Les zones humides

et les communautés à valoriser et à mettre en avant les zones humides.

Edem Dadzie

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'INTEGRATION
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH JCERT
ISO CERTIFIED www.pia-togo.com

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE
AIRFRANCE 

**RETROUVEZ-NOUS DANS
NOTRE NOUVELLE AGENCE.**

9 BOULEVARD DU 13 JANVIER,
ANGLE RUE SOUZA NÉTIMÉ.

